

# Benjamin Stora

« La France n'a pas compris le bouleversement du monde qui s'opère pourtant sous ses yeux »

Si la France est au sortir de la Seconde Guerre mondiale à la table des vainqueurs, elle le doit beaucoup à ses colonies. Pour autant, elle ne saisit pas l'importance de répondre aux demandes de liberté pour s'adapter à un nouvel ordre mondial dominé par les USA et l'URSS. Résultat, elle va perdre en moins de deux décennies la plupart des territoires qu'elle contrôlait, avec des conflits extrêmement violents en Indochine puis en Algérie. Auteur de nombreux ouvrages sur la décolonisation et président du conseil d'orientation du Musée de l'Histoire de l'Immigration, Benjamin Stora analyse ce processus dont les effets se font toujours sentir aujourd'hui.

■ Par Fred GUILLEDOUX

Il a quitté son Algérie natale sous le ciel fiévreux de l'été 1962. Un véritable arrachement pour le jeune Benjamin Stora, enfant juif de Constantine alors âgé de 12 ans. Diplômé en Histoire et en Sociologie, il est devenu un des meilleurs spécialistes du Maghreb et des guerres de décolonisation. En 1985, il publie chez L'Harmattan un « Dictionnaire biographique de militants nationalistes algériens, 1926-1954 », premier ouvrage d'une longue série. Convaincu de la nécessité d'une Histoire qui ne se cantonne pas aux cercles universitaires, Benjamin Stora est intervenu comme conseiller ou scénariste sur plusieurs films : « Indochine » de Régis Wargnier (1991), « Là-bas... mon pays » d'Alexandre Arcady (2000), « Les Hommes libres » d'Ismaël Ferroukhi (2011), etc. Récemment, il s'est essayé à la bande dessinée avec « Histoire dessinée de la Guerre d'Algérie » (Seuil), illustré par Sébastien Vassant. Provoquant souvent de fortes critiques, il a été écarté en 2012 par la mairie d'Aix-en-Provence de l'organisation d'une exposition autour d'Albert Camus, qui devait finalement être annulée. En 2014, en remplacement de Jacques Toubon, il a été nommé président du conseil d'orientation du Musée de l'Histoire de l'Immigration.

**Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la France est dans le camp des vainqueurs pour beaucoup grâce à ses colonies. Comment expliquer que de manière extrêmement rapide, moins de 20 ans, elle va perdre ce que l'on appelait « l'Empire » ?**

« Parce qu'au plan mondial, la période est tout simplement celle de la décolonisation. Dès la

fin de la Seconde Guerre mondiale, la décolonisation frappe ce qui était le principal Empire colonial au monde, à savoir l'Empire britannique. Il connaît des convulsions considérables, notamment en Inde : ce pays qui est un véritable continent accède à son indépendance politique à l'été 1947, avec le Pakistan bien sûr. Nous avons également l'Indonésie, un immense pays colonisé par la Hollande qui entame un processus semblable, dès août 1945 et la reddition du Japon qui l'avait occupé. Tout le monde est touché dans cette histoire, c'est un mouvement général et mondial d'éveil de ceux que l'on appelait les peuples colonisés. La Seconde Guerre mondiale a clairement été un événement extrêmement important pour les Empires coloniaux, qui ont été considérablement affaiblis à cette occasion : elle voit l'émergence de deux superpuissances, les USA et l'URSS. Elles se posent directement en rivales des deux grandes puissances mondiales de l'époque qu'étaient jusqu'alors l'Empire colonial britannique et l'Empire colonial français, qui se retrouvent en situation de déclassement par rapport à ce qu'ils étaient au sortir de la Première Guerre mondiale. Le paysage va en fait se modifier très vite car il y a émergence de cette nouvelle carte géopolitique. Qui plus est, l'affaiblissement de ces grands Empires pendant le conflit a favorisé l'éveil des peuples colonisés et leur aspiration à l'émancipation. C'est particulièrement vrai pour la France : la défaite de 1940 apparaît aux yeux de ces peuples comme une preuve de fragilité et participe à la capacité des pays de l'Empire à vouloir accéder à des formes d'autonomie et au-delà, à l'indépendance politique. Le général de Gaulle l'avait saisi : quand il préside la conférence

de Brazzaville en janvier et février 1944, qui rassemble la plupart des gouverneurs des territoires de l'Empire à l'exception notable de l'Indochine toujours sous la coupe de Vichy, il essaye d'anticiper sur ce mouvement général parce qu'il a bien vu l'affaiblissement de la France après 1940. En d'autres termes, si les colonies permettent à la France de s'asseoir à la table des vainqueurs et de rester une grande puissance, il est clair que dans le même temps, elles ne peuvent plus rester dans le même cadre. D'autant que dès 1945 apparaissent les Nations Unies, avec la Charte de San Francisco qui préconise le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. À partir de là, les cartes sont redistribuées...

**Massacres de Sétif en mai 1945, bombardement de Haïphong en novembre 1946, répression de l'insurrection de Madagascar qui fait des dizaines de milliers de morts en 1947... Pourquoi la violence s'impose-t-elle immédiatement ?**

Globalement, la classe politique est en retard sur le processus réel de décolonisation des peuples, il y a un décalage : elle ne voit pas en particulier l'aspiration de ces peuples, qui réclament aussi plus de liberté parce qu'ils ont combattu contre le fascisme. Les troupes coloniales ont contribué à la victoire et ces peuples demandent logiquement à participer à cette victoire qui est aussi la leur. Or, en France, on continue de vivre sur la notion d'un nationalisme français adossé à l'Empire colonial : il y a une persistance et même une survivance de la croyance de la puissance d'une Grande France qui est celle de l'Empire. La France ne comprend pas le bouleversement du monde qui s'opère pourtant sous ses yeux. La réponse de

Né en 1950 à Constantine, Benjamin Stora mène depuis 40 ans des recherches à la croisée des communautés marquées par la Guerre d'Algérie.  
(Photo Jean-Pierre Belzit)

la classe politique à ces aspirations nouvelles, de liberté et autres, va dans un premier temps être la répression très violente. On a une succession d'événements d'autant plus tragiques que sur la décennie 1945-1955, il n'apparaît pas d'homme politique capable d'anticiper le devenir de l'Empire. Quel avenir pour ces colonies ? Quel cadre politique ? Est-ce que ça peut être une solution fédérale ? Une forme d'association particulière ou tout simplement, d'indépendance ? Il n'y a pas de véritable réflexion sur l'Empire... Très peu d'intellectuels s'intéressent à cette question. Certes, quelqu'un comme Albert Camus condamne la répression de Sétif en 1945, discute avec des Algériens : je pense à un débat radiophonique en 1946 avec Ferhat Abbas, Raoul Borra, Kaddour Sator, Paul Émile Viard et Jean Amrouche. Mais c'est très rare alors que l'enjeu est de taille, l'Algérie est un immense pays, le plus grand de l'Empire colonial français. Ce n'est qu'un début, c'est très timide et ça ne trouve pas de traduction politique. La plupart des partis français, à gauche comme à droite, restent attachés à cette notion de la Grande France. À gauche, évidemment, on est quand même pour des réformes, on défend des améliorations pour les "indigènes", on imagine plus de justice sociale, plus d'égalité mais dans le cadre d'un lien très fort avec la France : ils ne voient pas l'émergence des nationalismes, qui est sous-estimée. Alors que dans ces années-là, il y a beaucoup de leaders politiques qui émergent dans les pays de l'Empire colonial français : Hô Chi Minh au Viêt Nam, Messali Hadj et Ferhat Abbas en Algérie, Bourguiba en Tunisie, le Rassemblement démocratique africain (RDA) qui naît à l'issue du Congrès de Bamako en 1946, tous les leaders politiques d'Afrique comme Léopold Sédar Senghor ou Félix Houphouët-Boigny, etc. Malgré cela, malgré le développement de ces nationalismes et l'affirmation d'hommes pour les représenter, il n'y a pas de débat avec ces dirigeants, pas d'ouverture de négociations politiques ou tout simplement de réflexion politique. Dans la mesure où le nationalisme français est "universaliste" et serait porteur de la philosophie des Lumières, il y a la conviction qu'il serait au-dessus des nationalismes exprimés par les peuples colonisés. À quelques exceptions comme François Mauriac, la classe intellectuelle est tout aussi éloignée du problème colonial parce que ce qui préoccupe alors les Français, au début des années 1950, c'est la question du communisme. Les esprits sont préoccupés par l'installation de régimes communistes en Pologne puis dans les autres pays de l'Est, la glaciation Est-Ouest, la séparation de l'Allemagne puis plus tard le mur de Berlin, etc. Intellectuellement, le Sud ne mobilise pas. Ou alors, dans le cadre géopolitique de la Guerre froide. Ce n'est pas une question en elle-même, elle est au mieux dépendante de l'expansion de l'URSS.

**C'est particulièrement vrai à Marseille, carrefour du transport de troupes et de matériels, où début 1950 le PCF et les syndicats se mobilisent contre les opérations militaires françaises en**

### Indochine avec 40 jours de grève des dockers...

Exactement, cet épisode est un affrontement politico-social assez représentatif du climat de l'époque. Pendant les années 1945-1955 qui sont une décennie décisive, la grille de lecture des mobilisations principalement autour de la Guerre d'Indochine est celle de la division des blocs. La question des indépendances et des nationalismes politiques est au second plan. Il faut pratiquement attendre l'année 1956, avec le vote des pouvoirs spéciaux en mars par 455 députés dont ceux de la SFIO et du PCF, avec l'envoi du contingent en Algérie soit des centaines de milliers de jeunes de métropole, pour que la France soit touchée. En Indochine, ce ne sont pas des appelés mais l'armée de métier qui avait été engagée. 1956 est donc un tournant, tous les jeunes Français qui sont en âge d'être sous les drapeaux partent en Algérie et là, la France prend conscience qu'il y a une guerre qui se déroule de l'autre côté de la Méditerranée, qu'elle risque de perdre ce qui lui reste de son Empire colonial. L'opinion s'interroge sur le départ de ces jeunes obligés de partir et qui risquent de mourir : une affaire comme l'embuscade de Palestro, avec la mort d'une vingtaine de soldats en Kabylie, est un choc, un traumatisme que la hiérarchie militaire saura d'ailleurs utiliser pour vaincre les réticences et renforcer l'engagement de l'armée. C'est ce tournant qui finira par faire tomber la IV<sup>e</sup> République et aboutira au retour du général de Gaulle au pouvoir.

### Quelle est l'attitude des milieux économiques ? Ont-ils un poids dans les tentatives de conversation qui existent à la fin des années 1940 et au début des années 1950 pour faire évoluer l'Empire ?

Il y a toute une polémique car il y a ceux qui disent que les milieux économiques voulaient se débarrasser de l'Empire, parce que cela coûtait trop cher de maintenir la France un peu partout dans le monde. C'est une hypothèse qui a été émise par des économistes et des historiens

dans les années 1980. À l'inverse, d'autres chercheurs soulignent que les colonies rapportaient beaucoup d'argent à la France métropolitaine. À distance, il est difficile de trancher ce point. Ce qui est certain, c'est qu'à l'époque, les milieux patronaux apparaissent assez divisés sur les colonies. Il y a bien une sorte de patronat moderne qui pense qu'il faut faire évoluer notre façon de faire, sortir d'un cadre ancien et répondre à des aspirations à plus de liberté pour instaurer des liens avec des États nouveaux sur un modèle de type Commonwealth britannique. Et puis au contraire, on a ceux qui pensent que si le carcan colonial vole en éclats, tous les intérêts économiques français vont s'effondrer.

### Il y a peut-être un prisme régional qui joue. Le Sud-Est de la France, autour de Marseille et de Toulon, est beaucoup plus dépendant des colonies que par exemple la Bretagne ou le Nord-Pas-de-Calais...

Absolument, il y a des concurrences entre régions qui ont toujours existé et qui s'exacerbent à ce moment-là. Cela concerne également les secteurs d'activités. Prenons la paysannerie et la France est toujours un grand pays paysan dans les années 1950 : il y a une concurrence de la part des colonies qui est mal vécue, qui participe à l'exode rural et donc, avec le temps, cette paysannerie est d'avantage encline à céder l'Empire, ce qui renforce d'ailleurs les antagonismes régionaux puisque certaines parties de la France restent très agricoles et d'autres le sont de moins en moins. Cette position ne fait toutefois pas l'unanimité, car des produits cultivés en métropole ont les colonies pour débouché, on sait qu'il faudrait trouver de nouveaux marchés si elles étaient perdues.

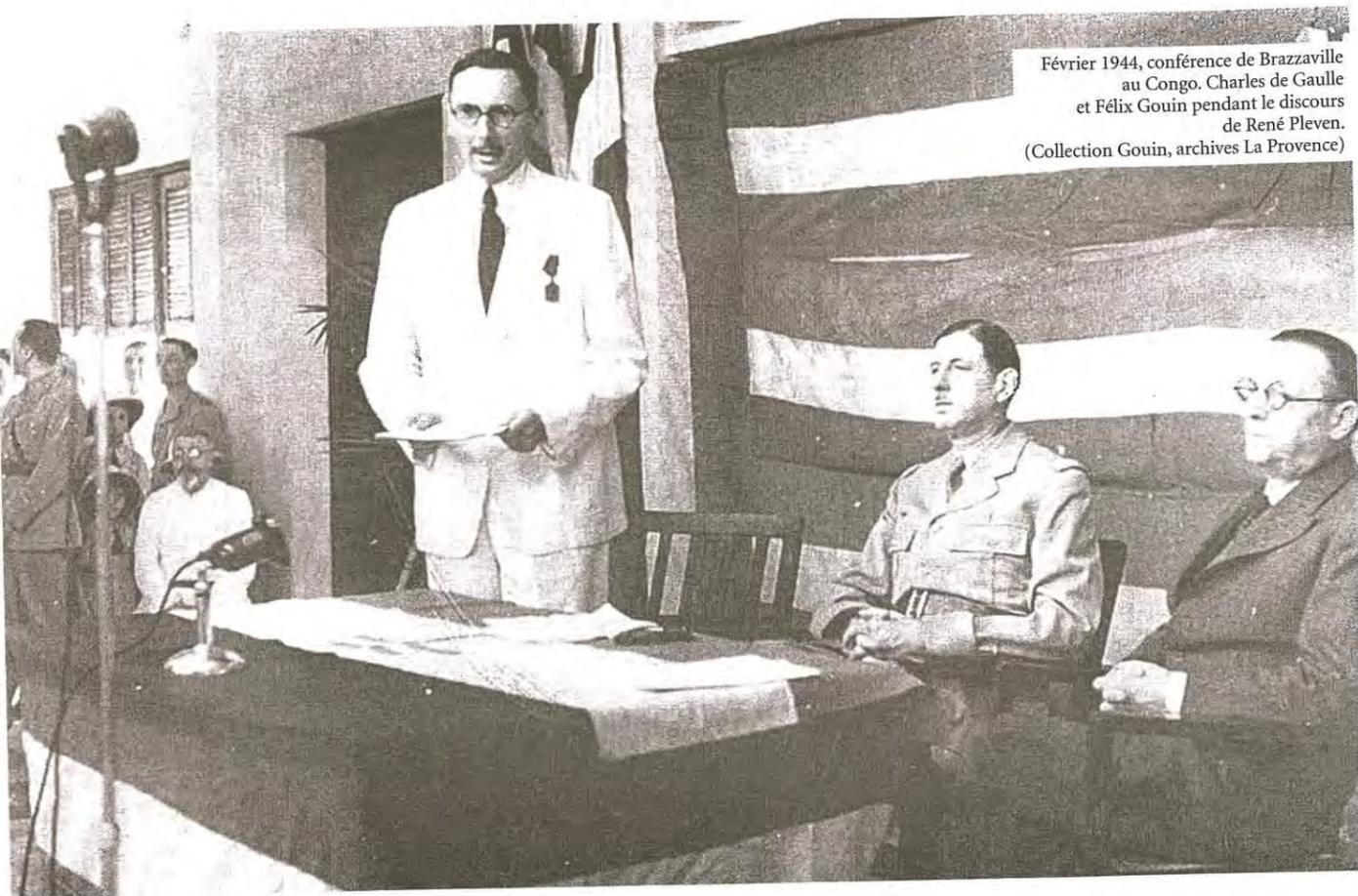
### En plus, les appelés qui doivent partir en Algérie sont nombreux chez les jeunes paysans...

Bien sûr. Ils sont très touchés par la mobilisation, comme les jeunes ouvriers. Ce sont le plus souvent



► Peut-on raconter autrement l'Histoire de la Guerre d'Algérie ? Quelle est de l'autre côté de la Méditerranée la vision de ce conflit ?

Tel est l'objectif du dernier livre de Benjamin Stora, « La Guerre d'Algérie vue par les Algériens (de la bataille d'Alger à l'indépendance) » (Denoël). Écrit avec Renaud de Rochebrune, ancien rédacteur en chef de l'hebdomadaire « Jeune Afrique », cet ouvrage dévoile de nombreux faits méconnus sur le fonctionnement du FLN, aux conséquences toujours d'actualité.



Février 1944, conférence de Brazzaville au Congo. Charles de Gaulle et Félix Gouin pendant le discours de René Pleven. (Collection Gouin, archives La Provence)

des hommes de troupe, de simples soldats qui n'ont que peu de prise sur leur destin. Ces absences, toujours préjudiciables dans le monde rural où un jeune garçon, ce sont des bras pour l'exploitation familiale ; ces morts et ces blessés car sans compter les supplétifs algériens, ce ne sont pas loin de 100.000 soldats qui seront tués ou blessés ; tout cela conforte au fil des années la paysannerie dans l'idée que cette guerre n'est pas la sienne.

**Pourquoi d'autres voies, comme l'Union française qui est l'organisation politique de la France et de son Empire colonial créée par la Constitution de la Quatrième République, ne fonctionnent-elles pas ?**

Effectivement, fin 1946, l'Union française regroupe la métropole, les départements et territoires d'outre-mer, des territoires associés sous mandat et des États associés sous protectorat. C'est une évolution intéressante. Si cette tentative échoue et si tout se dénoue malheureusement très brutalement, c'est parce que la tradition française a longtemps été celle du jacobinisme sur le plan politique et de l'assimilation sur le plan culturel, linguistique notamment. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, cela reste le modèle dominant. C'est un modèle important, qui donne des résultats que je ne nie pas, mais qui en même temps s'avère un modèle carcan quand l'Empire colonial commence à craquer. Ce modèle n'est pas en mesure de résister à la poussée de nationalismes différents ou de volontés d'autonomie. Comme la tendance dominante est de conserver ce modèle d'unicité politique et culturelle, il n'y a pas de

véritable tentative de fédéralisme, la notion de fédéralisme politique apparaît comme contradictoire au jacobinisme français et donc interdit de réfléchir à des solutions de type Commonwealth.

**Heureusement, la guerre n'est pas une fatalité. En Afrique noire mais aussi en Tunisie et au Maroc, comment la France échappe-t-elle à l'engrenage des conflits tels ceux d'Indochine et d'Algérie ?**

Cela remonte au tournant de 1956 que j'évoquais précédemment, à une prise de conscience du problème posé par les colonies. C'est à ce moment-là que le ministre de la France d'outre-mer, Gaston Defferre, élabore la loi-cadre qui permet de préparer les passages pour les indépendances politiques des pays d'Afrique noire, loi qui ne concerne pas l'Algérie. L'Algérie est une exception dans l'Histoire de l'Empire colonial français, d'abord parce que c'est un grand territoire qui a été colonisé très tôt, en 1830. Ensuite, il y a eu une politique de peuplement très développée : il y a beaucoup moins de colons français dans l'ensemble de l'Afrique noire, à Madagascar, en Indochine, etc. Il n'y a pas de rattachement administratif complet des autres colonies à la France : l'Algérie, elle, est gérée non pas par le ministère des Colonies mais par le ministère de l'Intérieur. L'Algérie est à part des processus de négociations qui concernent des processus ou à un autre l'Afrique noire, l'Indochine avec la Conférence de Genève, le Maroc et la Tunisie qui accèdent à leur indépendance en 1956, à la suite certes d'effervescences, de soulèvements, de répressions, à la suite en ce qui concerne l'Indochine d'une

véritable guerre et d'une défaite : ces discussions qui finissent par s'ouvrir avec les nationalistes montrent la possibilité d'un passage organisé aux indépendances, ce qui n'est absolument pas le cas avec l'Algérie. Concernant l'Afrique noire, on doit mentionner le rôle du Rassemblement démocratique africain, auquel participe dès 1946 des formations de plusieurs pays comme la Côte d'Ivoire, le Cameroun, la Haute-Volta, le Tchad, le Gabon, etc., qui envoie des députés à l'Assemblée nationale : cela dégage des élites politiques qui pourront par la suite négocier avec la France. Ce n'est pas le cas pour l'Algérie, y compris quand de grands responsables nationalistes émergent dans les années 1940 : en 1945, Messali Hadj est immédiatement emprisonné et envoyé au Congo, ce qui ne l'empêche pas de rester une personnalité incontournable et d'influence jusqu'en 1954. C'est lui qui draine les foules algériennes les plus considérables, alors qu'il est en résidence surveillée. Quelqu'un comme Ferhat Abbas est mis à l'écart, il est très suspect, très mal vu, jamais reçu par les autorités françaises alors qu'il est un personnage très modéré, c'est un républicain musulman, pas du tout un indépendantiste radical. Dans ces conditions, sortir du statu quo pour ce qui concerne l'Algérie est d'une violence extrême...

**La décolonisation avait donc peu de chances de prendre une autre forme en Algérie que celle d'une confrontation armée...**

Le conflit qui deviendra une guerre apparaît inévitable parce qu'il y a des colons qui campent

sur le statu quo et parce qu'il n'y a pas de passerelle qui permette une autre voie que celle de la confrontation. Même sur le plan économique, les échanges sont très réduits entre les Européens et ceux que l'on appelle les Algériens musulmans. Politiquement, culturellement, socialement, n'en parlons pas... Cela ne veut pas dire que tous les Algériens musulmans étaient pour l'indépendance, pour la rupture avec la France. Mais l'intransigeance manifestée par les autorités françaises, notamment par la gauche au pouvoir jusqu'en 1957, laisse se développer des situations de tension et de basculement cette fois-ci réel de l'immense majorité de la population algérienne du côté de l'indépendance, ce qui se réalise autour de 1960. Il ne faut pas confondre le début et la fin de la Guerre d'Algérie : à la fin, on a un soutien massif en faveur du FLN ce qui n'a longtemps pas été le cas et surtout pas en 1954-1955.

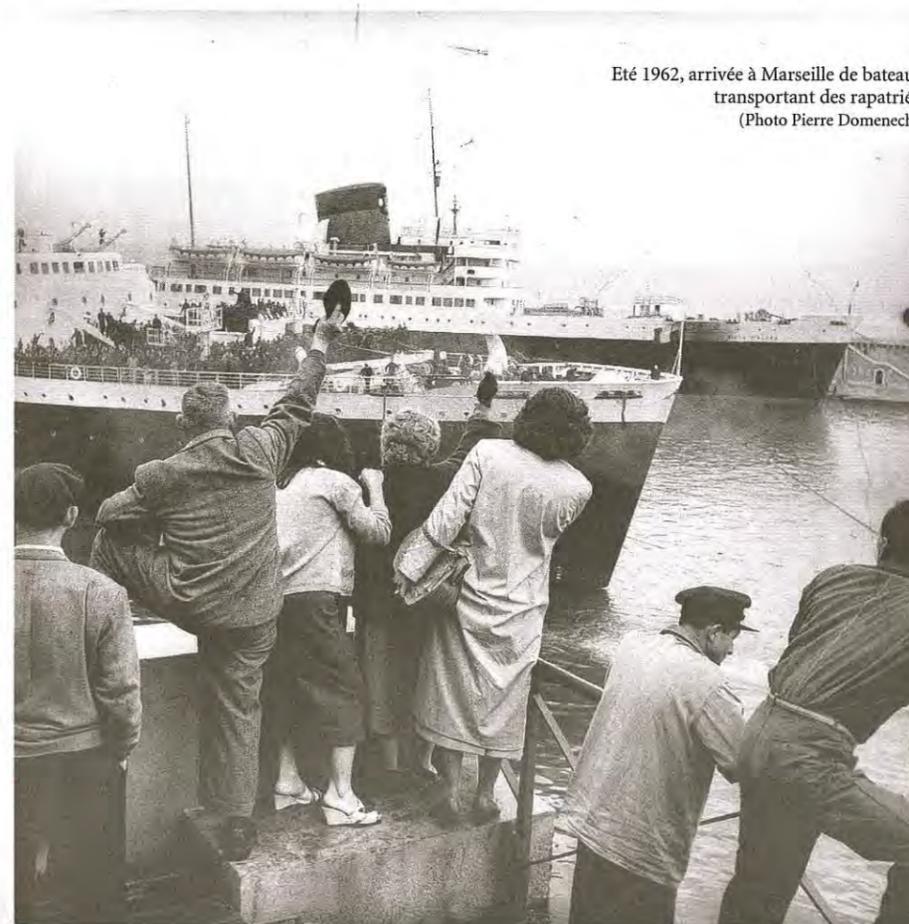
**Comment expliquer la violence du conflit en Algérie, notamment avec la pratique de la torture et d'exécutions sommaires par des soldats français, alors que notre pays était confronté quinze ans plus tôt à la barbarie nazie ?**

Il y a une longue tradition de violence dans l'histoire algérienne. La conquête coloniale a été très longue, trente ans, et très dure. Cela a été une guerre terrible, une première guerre pourrait-on dire. Parmi les autres facteurs, il y a la nature de la population : c'est un grand pays paysan, avec

l'archaïsme des traditions. À cela, il faut ajouter la volonté de revanche de l'armée française, qui ne voulait pas perdre l'Algérie comme elle avait perdu l'Indochine. Tous ces éléments se mêlent.

**Alors que la Guerre d'Algérie a un tel impact qu'elle fait tomber la IV<sup>e</sup> République, alors qu'elle conditionne les décennies qui suivront, pourquoi a-t-elle été si vite cantonnée dans le silence, pour ne pas dire le déni ?**

À la différence de 1945, la France n'est pas à la table des vainqueurs... Le consensus politique est donc difficile à réaliser, il n'y a pas d'union nationale possible sur la base d'une défaite politique et du retrait d'un territoire considéré comme français depuis un siècle et demi. C'est une blessure indéniable du nationalisme français. Il est très difficile de la commémorer ou même d'en parler. Ce n'est pas simple à affronter. À cette première grande explication de cette façon de faire silence s'ajoute que les années 1960, c'est aussi les années de consommation, un autre monde apparaît, il y a un boom démographique... La France choisit de vivre dans le plaisir et la consommation. Enfin, ceux qui constituent du point de vue de la France les groupes principaux de cette histoire, à savoir les pieds-noirs et les harkis, veulent plus qu'on ne le croit oublier l'arrachement qu'ils ont vécu. Ce qui dans un premier temps est normal, ils ne souhaitent pas ruminer le passé. Tous ces éléments vont s'additionner et se coaguler



Été 1962, arrivée à Marseille de bateaux transportant des rapatriés. (Photo Pierre Domenech)

pour fabriquer l'oubli pendant au moins 30 ans.

**Résultat, la blessure reste ouverte. C'est ce que vous appelez la déchirure.**

Tout à fait. Le refus de regarder le réel provoquera des retours de mémoire extrêmement durs. Sans oublier une guerre des mémoires, parce que chacun garde intacte sa perception de la guerre : la sortie de l'amnésie est ensuite beaucoup plus difficile, elle ne pousse pas vers un apaisement mais au contraire vers une concurrence des mémoires à l'intérieur de la société française.

**Cela creuse aussi le fossé avec la nouvelle Algérie...**

Bien sûr puisque de son côté, l'Algérie a besoin de commémorer cette guerre qui est le facteur de naissance de la Nation. Complexité supplémentaire, elle est célébrée de l'autre côté de la Méditerranée d'une manière « héroïsée » : des personnages importants de cette guerre et de cette révolution ont été éliminés de la scène politique après 1962 et donc leur rôle a été passé sous silence. La version officielle, c'est celle du peuple unanime, c'est une version unilatérale et accusatrice.

**Plus d'un demi-siècle après, parler de la Guerre d'Algérie peut permettre de recoller ce qui doit l'être ?**

Il faut l'espérer... tout en sachant que des deux côtés de la Méditerranée, il y a des groupes qui ne parviennent toujours pas à tourner cette page. Ils sont encore enfermés dans le passé et ne veulent présenter qu'une seule version de l'Histoire, la leur. Ces groupes sont dans la logique d'une guerre qui ne s'arrête pas. Ils sont toutefois de plus en plus minoritaires, les jeunes générations en Algérie comme en France n'aspirent pas à rejouer en permanence ce conflit : elles veulent comprendre ce qui s'est passé, en tirer les leçons pour permettre la justice autant que la réconciliation.

**Aujourd'hui, comment parvenir à ce que l'immigration ne soit pas lue à l'aune de la décolonisation ? Quel est le rôle du Musée de l'Histoire de l'Immigration dont vous êtes un des responsables dans cet enjeu majeur ?**

Par la culture bien sûr, par la connaissance de l'intérieur de cette histoire et de ses diversités. Il n'y a pas une mais plusieurs histoires pour ces immigrations qui sont très différentes. Il ne faut pas les réduire à un seul paramètre, une immigration n'est pas uniquement liée à une question de travail, de religion ou de politique, il y a souvent une combinaison. Les gens qui s'en vont sont des personnes humaines qui viennent chercher du travail, qui ont des croyances, qui ont des espérances démocratiques, ce sont les mêmes personnes. Enseigner l'Histoire de l'immigration, c'est aussi essayer d'effacer des frontières qui existent entre la croyance religieuse, l'envie politique et la vie quotidienne. C'est faire comprendre des mouvements et des humains, c'est ce qu'on fait au Musée de l'Histoire de l'Immigration. ■